

LE PLAN 'SOPHIA'

Un plan de transition pour la Belgique Pour une relance durable post-Covid-19

Elaboré par le Resilience Management Group

Bruxelles, le 14 mai 2020 – Alors que la sortie de la crise sanitaire du Covid-19 commence à être maîtrisée, la crise économique que nous subissons n'en est qu'à ses débuts. La situation récente nous a démontré que la résilience de l'économie est aussi importante que sa productivité et sa compétitivité. Une transition écologique et sociale permettra d'éviter, de retarder ou d'atténuer les effets des crises futures. Le Résilience Management Group, composé de scientifiques et d'entrepreneur-e-s de la transition écologique, a élaboré un projet de plan de mesures pour aider les autorités à y parvenir : le plan 'Sophia'.

Les experts membres du RMG sont à la disposition des gouvernements, fédéral et régionaux, afin de collaborer avec leurs équipes pour construire une Belgique solidaire, prospère, résiliente et durable.

La crise du Covid-19 a ôté la vie à plus de 8.000 personnes en Belgique. Elle a pu être maîtrisée grâce au confinement et l'est encore aujourd'hui grâce au dévouement exemplaire de l'ensemble du personnel de notre système de santé. Nous avons tous été affectés et déroutés par une situation sanitaire sans précédent dans notre pays. Nos comportements ont changé, par obligation et/ou par choix. Nous avons (re)pris conscience des choses essentielles, questionné nos modes de consommation et de production. Et nombreux sont celles et ceux qui ont ressenti le besoin de prendre part à des actions solidaires. C'est l'occasion d'assurer la rapide et nécessaire transition vers une économie inclusive, coopérative et circulaire. Une économie qui se développe en tenant compte des limites planétaires et des besoins des personnes les plus fragiles.

C'est dans cette perspective que plus de 100 scientifiques et 182 entreprises de la Coalition KAYA ont travaillé de manière collaborative afin de proposer un plan de transition pour notre pays. Ensemble, ils ont concilié la réflexion et l'expérience de terrain pour instaurer un plan contenant plus de 200 mesures réparties dans 15 domaines. L'objectif ?

Enclencher immédiatement la transition vers une économie durable, pour éviter de nouvelles crises systémiques qui seraient inévitables si la relance se faisait à l'identique.

Des principes généraux et un plan de mesures thématiques

Les mesures du plan montrent la diversité et l'étendue des solutions qui orientent la transition. C'est la force d'un travail mené avec un collectif diversifié, chacun apportant une perception scientifique et/ou de terrain. Compte tenu des circonstances compliquant l'approche collective, de sa nature propre et du délai que nous nous sommes imposés, les personnes et les entreprises du Résilience Management Group soutiennent **l'esprit général des mesures proposées**, sans nécessairement en accepter chaque détail. Il s'agit de susciter le débat, certaines mesures pouvant bien sûr être davantage abouties. Il y a unanimité pour demander au Fédéral et aux Régions que la Belgique rejoigne immédiatement les États-membres qui soutiennent une mise en œuvre ambitieuse du programme législatif du 'Green Deal', qui vise entre autres à aligner la trajectoire de l'économie européenne avec l'objectif de neutralité carbone pour 2050.

Le plan établit certains principes généraux nécessaires pour déployer les mesures proposées :

- **Elaborer des mesures de soutien aux entreprises qui accélèrent l'évolution vers une économie régénérative**, notamment : la fin de subsides aux énergies fossiles pour les consacrer aux énergies durables, la création et la préservation des emplois durables (faiblement délocalisables et respectueux des limites planétaires), un impôt européen selon un taux lié à l'empreinte carbone des grandes entreprises.
- Développer les **activités économiques** dans le respect d'un plafond écologique et d'un plancher social, conformément au concept de la "doughnut economy"¹
- Prendre conscience des dangers du **libre-échange** et **utiliser ses vertus** : en privilégiant les **échanges intra-européens sur les biens et services** tels que l'alimentation, la santé, l'énergie, les infrastructures (tout en assurant une diversification de l'activité économique au sein des territoires)

¹ Kate Raworth : <https://www.lisez.com/livre-grand-format/la-theorie-du-donut/9782259268080>
Contact presse : Magali Ronsmans – magali.ronsmans@ecores.eu – 0477 55 71 05

- **Mettre le commerce au service du développement durable** : intégrer des normes sanitaires, sociales et environnementales contraignantes dans les accords commerciaux, pour soutenir les efforts des pays en développement qui s'engagent dans le développement durable.
- **Responsabiliser davantage le politique et les administrations**, appuyés par des conseils d'avis scientifiques multidisciplinaires et des consultations des parties prenantes. Il s'agit aussi d'approfondir la **démocratie participative**.
- **Etablir un pacte pour l'emploi** : garantir à chacun de (re)trouver un revenu par un emploi décent, réduire les inégalités sociales et de genre, financer et sauvegarder les biens et services essentiels.

Un plan de mesures structuré en 15 thèmes

Chaque ensemble de mesures thématiques a été élaboré par un groupe d'experts. **Voici un aperçu des projets de mesures, à titre d'exemples :**

- **Aide aux entreprises** (*porte-parole : Prof. Marek Hudon, Solvay Business School, ULB*)
 - Réorienter les aides aux entreprises afin de favoriser le développement des activités respectueuses de l'environnement (climat, biodiversité, ressources, ...) et créatrices d'emplois durables.
 - Assurer le financement des aides par l'arrêt rapide de tous les soutiens directs et indirects aux combustibles fossiles.
- **Consommation durable** (*porte-parole : Dr Géraldine Thiry, chargée de cours à l'ICHEC*)
 - Soutenir l'innovation durable et circulaire par le biais de la demande (marchés publics, achats groupés, avantages sociaux aux employés, ...)
 - Inciter les citoyen-ne-s à consommer de manière responsable, en agissant sur les prix et sur des paramètres tels que les durées de garantie.
 - Restreindre les opportunités de marché pour les produits et services destructeurs des écosystèmes et non socialement responsables.
- **Production responsable / relocalisation** (*porte-parole : Gaëtan Darteville, Directeur de Greenloop et assistant à la Solvay Business School*)
 - Retrouver des chaînes de valeur qui garantissent la sécurité d'approvisionnement pour tous les biens 'essentiels' (ex : organisation de filières coopératives locales)
 - Encourager une production responsabilisée en tenant compte des externalités tant positives que négatives (fiscalité, réglementation...)
 - Dynamiser l'émergence de nouveaux modèles économiques durables (approfondir les connaissances, valoriser les initiatives existantes, soutenir et accompagner les entreprises).
- **Agriculture et alimentation** (*porte-paroles : Prof. Philippe Baret, Doyen de la Faculté des bioingénieurs, UCLouvain, et Prof Alain Peeters, Secrétaire-général d'Agroecology Europe*)
 - Redistribuer les subventions actuelles de la PAC.
 - Faciliter l'accès aux terres et à l'installation de jeunes agriculteurs et maraîchers pour créer des entreprises agroécologiques.
 - Renforcer les filières ou circuits courts et locaux et assurer la durabilité économique et environnementale des filières.
- **Banque, assurance et fonds de placement** (*porte-parole : Olivier Lefebvre, conseiller en stratégie, gouvernance et durabilité*)
 - Renforcer la transparence des produits financiers par une application générale de la Taxonomie européenne
 - Obliger les intermédiaires financiers à demander à leurs clients une autorisation pour que leur argent soit investi dans des secteurs non durables.
 - Mesurer les risques climatiques des banques et assurances, renforcer les exigences de fonds propres sur ces risques
- **Fiscalité** (*porte-parole : Etienne de Callatay, Conseiller économique Orcadia Asset Management*)
 - Mise en place phasée d'un prix carbone reflétant le coût environnemental de la production et de la commercialisation des biens et des services, avec un « ajustement » à la frontière pour empêcher un dumping écologique.

- Suppression de toute forme de subvention fiscale, directe ou indirecte, aux énergies fossiles, à commencer par le régime des voitures de société
 - Réforme de la fiscalité immobilière en vue de promouvoir un habitat compatible avec la transition, notamment au travers des critères de détermination du revenu cadastral et de la portabilité des droits d'enregistrement, déjà effective en Flandre et à généraliser.
- **Energie** (porte-parole : Prof. Jean-Pascal van Ypersele, sciences du climat et de l'environnement, UCLouvain)
- Finaliser et officialiser un cadre clair et pérenne pour le système énergétique à 2030
 - Mettre en place un prix carbone accompagné d'une politique de redistribution (pour favoriser les investissements dans les filières peu carbonées).
 - Renforcer l'efficacité énergétique dans tous les secteurs.
 - Développer la production d'énergie renouvelable locale, et encourager l'innovation technologique et sociale pour un changement en profondeur du système énergétique.
- **Bâtiments et aménagement du territoire** (porte-paroles : Prof. Jacques Teller, ULiège, Prof. Leo Van Broeck, KU Leuven)
- Appliquer les principes de l'économie circulaire à l'aménagement du territoire. Les surfaces nouvelles sont à trouver en 'recyclant' les très nombreuses friches industrielles et commerciales.
 - Favoriser massivement la rénovation par rapport à la construction neuve pour des raisons de ressources disponibles à optimiser, de confort et d'efficacité énergétique.
- **Mobilité** (porte-parole : Prof. Dr Cathy Macharis, VUB)
- Diminuer la demande de transport, effectuer un transfert vers les modes les moins polluants et améliorer l'efficacité de tous les véhicules motorisés.
 - Prendre des mesures contre les déplacements inutiles, les bouchons, le ciel criblé d'avions, la surconsommation.
 - Être strictement économes de nos déplacements, en particuliers en avion.
- **Démocratie, Etat et Pouvoirs publics** (porte-paroles : Cédric Chevalier, citoyen engagé et Dirk Holemans, Oikos)
- Encourager l'Etat et les pouvoirs publics à jouer un rôle de partenaire central pour faciliter la transition et assumer un rôle stratégique de vision, de prospective, de coordination, de mise en réseau, de mise en capacité, d'accompagnement, de soutien et d'évaluation
 - Mettre en place les nouvelles pratiques démocratiques et institutionnelles nécessaires pour permettre à toutes les parties prenantes de planifier le long terme et d'expérimenter ensemble (citoyen.ne.s, scientifiques, expert.e-s, praticien.ne-s de terrain) le changement concret.
 - Renforcer la gouvernance démocratique dans les entreprises, les administrations et autres organisations..
- **Santé** (porte-paroles : Prof. Dr Luc Hens, VITO et Paul De Munck, GBO)
- Promouvoir une politique de santé holistique et non des politiques de gestion des maladies
 - Rééquilibrer les rapports de force entre parties prenantes via une gouvernance collaborative en santé
 - Revaloriser et rééquilibrer le statut des soignants et du personnel d'aide
 - Renforcer et équilibrer les volumes de financement et les allocations en santé
- **Sécurité sociale / nouveau contrat social / emploi** (porte-paroles : Philippe Defeyt, Economiste Institut pour un Développement Durable et Dirk Holemans, Oikos)
- Assurer l'accès de tous aux biens et services permettant de satisfaire les besoins essentiels : privilégier le partage de l'emploi disponible ainsi que le temps de travail, créer une garantie d'emploi pour tous.
 - Lancer le débat parlementaire pour le soutien ou revenu de base inconditionnel, qui ne limite pas d'autres droits (services publics, soins de santé...).
 - Renforcer le système de sécurité sociale pour rendre notre société plus résiliente.
- **Enseignement / éducation** (porte-parole : Christophe Sempels, Directeur de la Recherche-Action chez Lumia)
- Remettre en question un enseignement purement analytique et promouvoir l'approche systémique, indispensable pour gérer correctement les écosystèmes et les complexités croissantes.

- Adapter les cadres théoriques aux défis de notre siècle.
- Refinancer la Recherche avec en priorité les approches holistiques et participatives avec les entreprises
- **Coopération au développement** (*porte-parole : Prof. François Gemenne, Sciences-po Paris Prof.*)
 - Maintenir une juste répartition entre les budgets ‘adaptation’ et ‘atténuation’, pour garantir la capacité d’adaptation aux dérèglements climatiques des pays en développement.
 - Augmenter les budgets pour la conservation, reboisement, l’agroforesterie, les énergies renouvelables, l’accès à l’eau propre, l’accès à l’éducation des filles, l’accès des femmes à la gouvernance économique et politique et aux activités génératrices de revenus.
 - Reconnaître la problématique croissante des déplacés climatiques et la nécessité de trouver d’urgence des solutions au niveau international. Prendre de initiatives au niveau national.
- **Transition intérieure** – (*porte-parole : Sabine Denis, Louvain School of Management*)

La transition écologique de nos sociétés dépendra aussi de la somme de nos transformations individuelles.

 - Acquérir et utiliser des techniques de prises de décisions inspirées de la transition intérieure dans les entreprises et dans le monde politique : ‘Université du nous’, sociocratie, holocratie, ‘deep democracy’, etc.
 - Développer un programme de recherche sur les bienfaits de la méditation et de l’écoute empathique de nos émotions et de nos vrais besoins sur nos comportements d’achats afin de diminuer au maximum le consumérisme

Découvrir l’ensemble des mesures et les témoignages : <https://www.groupeone.be/plansophia/>

A propos du Plan ‘Sophia’

Le projet de Plan ‘Sophia’, associé à l’image de la déesse grecque de la sagesse, a été élaboré par le Resilience Management Group, association temporaire d’académiques et d’entrepreneurs. La plupart de ces contributeurs soutiennent également d’autres initiatives nationales, qui réclament un changement de paradigme. Ils s’expriment à titre personnel et leurs opinions n’engagent pas les diverses organisations auxquelles ils sont liés

‘Membres’ contributeurs par ordre alphabétique : Quentin Antoine, Catherine Alexandre, Dr. Lucie Blondé, Philippe Baret, Tom Bauler, Hugues Bersini, Maryam Bigdeli, Philippe Bourdeau, Luc de Brabandere, Thierry Bréchet, Vincent Burnand-Galpin, Isabelle Cassiers, Martine Capron, Gauthier Chapelle, Cédric Chevalier, Bertrand Collignon, Arnaud Collignon, Pierre Courbe, Dr Yves Coppieters, Eric Corijn, Gaëtan Dartevelle, Xavier de Béthune, Alban de Kerckhove, Dr. Jan De Maeseneer, Philippe Destatte, Alexandre De Streel, Edouard Delruelle, Thibault de la Motte, Etienne de Callatay, Philippe Defeyt, Paul de Munck, Sabine Denis, Dr. Ri De Ridder, Olivier De Schutter, Pascal Durdu, Dr William Dhoore, Dr. Natalie Eggermont, Vincent Engel, Isabelle Ferreras, Francois Gemenne, Muriel Gerkens, Antoine Geerinckx, Michel Gevers, Thibaut Georgin, Luc Hens, Julie Hermesse, Dirk Holemans, Sevan Holemans, Brigitte Hudlot, Marek Hudon, Dirk Jacobs, Hervé Jeanmart Paul Jorion, Olivier Klein, Ilios Kotsou, Marc Labie, Laurence Lambert, Nicolas Lambert, Olivier Lefebvre, Marianne Lemineur, Laurent Lievens, Cathy Macharis, Kevin Maréchal, Bernard Mazijn, Sybille Mertens, Emmanuel Mossay, Sylvie Meekers, Yseult Navez, Mathieu Noirhomme, Dr Thomas Orban, Pierre Ozer, Dr. Jean Pauluis, Elisabeth Paul, Gunter Pauli, Jill Peeters, Alain Peeters, Andréa Rea, Annemie Schaus, Olivier Servais, Ignace Schops, Christophe Sempels, Véronique Tellier, Henry Tulkens, Raphaël Stevens, Xavier Thunis, Véronic Thirionet, Géraldine Thiry, Vincent Truyens, Françoise Tulkens, Dr Maye Vandenbussche, Leo Van Broeck, David Van Reybrouck, Philippe Van Parijs, Ariel Verbruggen, Sybille van den Hove, Dominique Vanpee, Dan Van Raemdonck Pascal Vermeulen, Sara Vicca, Marjolein Visser, Thomas Wyns, Sébastien Yasse, Jean-Pascal van Ypersele, Grégoire Wallenborn, Romain Weikmans, Edwin Zaccai.

A propos de la coalition Kaya

Initiée par une cinquantaine d’entreprises en 2019, la coalition Kaya rassemble aujourd’hui 182 entreprises de la transition écologique, qui souhaitent instaurer un modèle économique respectueux des limites planétaires. Elles mènent leur action collective via leur Plaidoyer pour une économie régénérative, afin d’aider les politiques à faire face au défi climatique.

www.coalitionkaya.be

*Les fédérations **Inter-Environnement Wallonie** et le **Bond Beter Leefmilieu** ont apporté leur expertise dans ce processus.*

Contact presse : Magali Ronsmans – magali.ronsmans@ecores.eu – 0477 55 71 05